

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger / Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger / Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demander le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

31 mai	— No 285 AE. — Arrêté fixant les conditions de mise en vente et de circulation des marchandises d'importation	1
31 mai	— No 1015 AE/3 — Circulaire relative à la lutte contre le marché noir.	2

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Marchandises d'importation

ARRETE No 285/AE. du 31 mai 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur la réglementation des prix;

Vu l'arrêté général no 1.294 du 29 mars 1943 accordant certaines délégations aux Chefs des territoires en matière de réglementation des prix;

Vu l'arrêté 577 du 15 octobre 1942 fixant les conditions de ventes en gros, demi-gros et détail;

Vu l'arrêté 2.398 sec. du 13 juillet 1942 définissant le mode de publication des prix;

Vu l'arrêté général 3.215 F. du 8 septembre 1943 du Gouverneur Général relatif à la détermination des prix de vente et l'arrêté 779 du 15 mars 1944 le modifiant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est strictement interdite la sortie du Territoire de toute marchandise importée sans autorisation spéciale délivrée par le Chef du Bureau Economique.

ART. 2. — Les ventes en gros et demi-gros doivent obligatoirement donner lieu à délivrance par le vendeur à l'acheteur d'une facture qui devra faire apparaître le prix de vente au détail à Lomé, la remise accordée, et pour les ventes dans les localités autres que Lomé, les frais prévus au paragraphe 8 de l'article 5 et 3 de l'article 6 de l'arrêté 3.215 du 8 Septembre 1943 susvisé, majorés de 15%, c'est-à-dire les frais de manutention, transport et assurances transport de Lomé à cette localité.

Il demeure bien entendu que s'il y a plusieurs intermédiaires, la remise, accordée par le grosiste est partagée entre ceux-ci à l'exclusion du minimum de remise fixé par l'arrêté 3.215 susvisé qui revient toujours au détaillant.

ART. 3. — Les ventes en gros ou demi-gros ne peuvent être effectuées qu'à des commerçants patentés, à l'administration locale ou du Chemin de fer, aux Sociétés de Prévoyance ou à leur fonds commun et aux collectivités ou coopératives régulièrement constituées.

ART. 4. — Pour les articles suivants : farine, sucre, tissus, allumettes, cigarettes, vins apéritifs et spiritueux, sel, les quantités à vendre chaque mois par les différentes maisons importatrices de Lomé sont fixées par le Chef du Bureau Economique qui indique à chaque maison la répartition dans les différentes localités du Territoire des stocks ainsi libérés et peut également prescrire tous transferts jugés utiles à la production ou au ravitaillement des populations.

Les maisons de commerce doivent adresser leurs demandes de déblocage avant le 25 de chaque mois pour le mois suivant au Chef du Bureau Economique.

Les envois prescrits doivent parvenir intégralement dans les factoreries de l'intérieur dans les délais maxima suivants : 15 jours après réception de l'avis de répartition pour les localités situées sur la voie ou au sud de Blitta, 20 jours pour celles situées au nord de Blitta. Exception est faite pour le sel.

Les chefs de circonscription peuvent fixer, dans les localités autres que Lomé, les quantités de ces marchandises à mettre en vente chaque semaine de façon à faire durer les stocks reçus pendant un mois en principe à partir de l'arrivée des marchandises.

ART. 5. — Sont considérées comme ventes en gros toutes les ventes ne rentrant pas dans les conditions précisées à l'article 6 ci-après.

ART. 6. — Les ventes au détail ne peuvent porter que sur des quantités de besoins normaux à la satisfaction de l'acheteur et de sa famille pendant un mois: sera notamment considérée comme étant en infraction à cette règle la personne surprise en train de revendre et qui ne sera pas en mesure de fournir la facture du grossiste.

L'affichage et étiquetage des prix dans les établissements de vente en détail doivent être strictement observés comme prescrit par l'arrêté 2.398 SEC. du 13 juillet 1942.

Pour les marchandises énumérées ci-dessus les ventes au détail seront limitées par personne et par mois aux quantités suivantes :

Farine

sur bons délivrés par les Chefs de Circonscription à raison de 1 kg. au maximum par personne titulaire de carte de pains; pour les quantités supérieures, sur autorisation du Chef du Bureau Economique, sur présentation des justifications utiles.

Sucre

a) pour les titulaires de cartes d'alimentation, les quantités allouées mensuellement sur présentation des coupons réglementaires.

b) pour les quantités mises en vente libre 2 kgs. par personne sauf autorisations spéciales délivrées par les Chefs de circonscription.

Tissus

12 yards au maximum, sauf sur présentation d'autorisations spéciales délivrées par les Chefs de circonscription.

Allumettes

a) pour les titulaires de cartes d'alimentation les quantités fixées par arrêté.

b) pour les quantités mises en vente libre, un paquet de dix boîtes ou une pochette de 20 cartons sauf autorisations spéciales des Chefs de circonscription.

Cigarettes et Tabacs

a) pour les titulaires de cartes d'alimentation, les quantités fixées par arrêté.

b) pour les quantités mises en vente libre, 1 cartouche.

Vin

a) pour les titulaires de cartes d'alimentation, les quantités fixées par arrêté.

b) pour les quantités mises en vente libre, 20 litres sauf autorisations spéciales des Chefs de circonscription.

Apéritifs, spiritueux

a) pour les titulaires de cartes d'alimentation, les quantités fixées par arrêté.

b) pour les quantités mises en vente libre, 2 litres apéritifs, 1 litre alcool ou spiritueux sauf autorisation spéciale délivrée par les Chefs de circonscription.

Sel

a) pour les titulaires de cartes, les quantités fixées par arrêté.

b) pour les quantités mises en vente libre, 10 kgs. sauf autorisation spéciale du Chef de circonscription.

Les attributions des chefs de circonscription sont dévolues à Lomé à l'Administrateur-Maire.

ART. 7. — Seront considérées comme hausse illicite et passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942 toutes les infractions au présent arrêté et notamment :

a) le fait de tenter de sortir du Territoire des articles d'importation sans autorisation du Chef du Bureau Economique;

b) les ventes en gros ou demi-gros aux prix de détail;

c) la non exécution des déblocages, répartitions et transferts prévus à l'article 4;

d) la non délivrance par le grossiste des remises réglementaires et des factures;

e) les transferts, ventes en gros ou demi-gros à des personnes ou organisations non habilitées comme fixé par les articles 3 et 4 du présent arrêté;

f) les ventes au détail en dehors des conditions fixées par l'article 6;

g) le défaut d'affichage ou d'étiquetage des prix de détail.

ART. 8. — L'acheteur qui a effectué des achats en contravention aux règles édictées par le présent arrêté est passible tout comme le vendeur des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 9. — Les responsabilités encourues sont celles fixées par l'article 22 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 10. — Le Secrétaire Général, le Chef du Bureau Economique, le Chef de la Brigade du Contrôle des Prix et Stocks, la Brigade de Gendarmerie, les Commandants de cercle, Chefs de Subdivision et tous Officiers de Police Judiciaire sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui, vu l'urgence, sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des Cercles, Subdivisions et des P. T. T. ainsi que dans tous autres lieux publics.

Lomé, le 31 Mai 1944.

J. NOUTARY.

CIRCULAIRE N° 1015 AE/3 du 31 mai 1944.

A tous Commandants de Cercle et Subdivision —
Commandant Brigade Gendarmerie — Chef Brigade
C. P. S.

L'Administration dispose pour lutter contre les pratiques du marché noir d'une arme excellente : la loi du 14 mars 1942 (J. O. Togo 1942 page 407).

La portée et l'efficacité de ce texte semblent pourtant avoir été généralement perdues de vue par la plupart des chefs de cercles et subdivisions qui paraissent en ignorer l'existence en sorte que le marché noir s'est généralisé.

La présente circulaire se propose de faire ressortir quels sont en cette matière vos droits et vos obligations, en dégagant des textes :

- 1° — les bases de la réglementation des prix, les infractions,
- 2° — les personnes habilitées à constater les infractions,
- 3° — la procédure à suivre et les sanctions.

*
*
*

1 — Bases de la réglementation des prix, les infractions.

C'est en premier lieu la loi du 14 mars 1942 qui donne délégation au Gouverneur général de l'A. O. F. et sur délégation de celui-ci aux chefs des Colonies pour réglementer par arrêtés l'importation, l'exportation, la circulation, la détention, la déclaration, le contrôle des stocks, l'utilisation, la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces Colonies.

Les articles 4, 8 de la dite loi énumèrent les délits de hausse illicite précisant que d'une façon générale sont considérées comme tels toutes infractions aux arrêtés pris en vertu des délégations données ci-dessus.

Par conséquent, toutes les fois qu'un arrêté du Gouverneur général ou du Commissaire de la République se réfère à la loi du 14 mars 1942 les infractions commises à leur encontre tombent sous le coup de cette loi.

Je ne vous énumérerai pas tous les arrêtés pris en cette matière : je vous rappellerai seulement les principaux, soit :

1° — l'arrêté général 2.398 SEC du 13 juillet 1942 (J. O. Togo 1942 page 495) définissant le mode de publication des prix.

Ce texte rend obligatoire l'affichage des prix dans les établissements de vente au détail et la délivrance de facture pour toute vente en gros ou demi-gros.

Certains, peut-être, ont une tendance exagérée à croire que l'obligation de l'affichage des prix dans des pays d'illettrés est sans effet : je ne le pense pas. Dans n'importe quel centre aussi reculé soit-il, il y a toujours de nombreux écoliers ou anciens écoliers qui savent lire et très vite chacun saura qu'une bouteille de pétrole vaut tel prix, un yard de tissu tel prix etc...

Vous devez donc exiger le respect strict de cette règle

2° — l'arrêté général 3.215/F. du 8 septembre 1943 complété par arrêté général 779/F. du 15 mars 1944 (J. O. Togo 1943 et 1944 — pages 535 et 221).

Ces textes, très importants, précisent les conditions dans lesquelles sont déterminés les prix de vente au détail, en gros et demi-gros : ce sont désormais les Maisons de Commerce elles-mêmes qui calculent ces prix, sans intervention comme autrefois de la Commission des prix, sauf pour les produits de fabrication locale. Ce sont ces prix qui servent de base à la vente à Lomé et à l'intérieur, les prix de vente dans l'intérieur étant ceux de Lomé augmentés des frais de manutention et de transport majorés de 15% — Par exemple : le prix du vin à Lomé est de 15 francs le litre au détail ; une barrique de 600 litres supportera 800 francs de frais divers pour aller jusqu'à Mango : le prix de vente à Mango sera composé des éléments suivants :

prix départ	15,—
transport, manutention Lomé-Mango : $\frac{800}{600}$	= 1,30

majoration de 15% sur 1,30	0,20
soit un prix de vente au détail Mango	16,50

En principe, vous n'aurez pas à vous occuper des prix de départ Lomé qui sont vérifiés par le Bureau Economique. Vous devrez, par contre, veiller à ce que soient respectées les règles générales édictées par ces textes — soit :

a) que les prix de vente au détail dans les factoreries de brousse soient bien les prix de vente à Lomé majorés des seuls frais expliqués ci-dessus, ce qui doit ressortir des factures adressées par les sièges de Lomé et que vous êtes en droit de vous faire communiquer.

b) que les ventes en demi-gros et en gros donnent lieu à l'établissement de facture faisant apparaître la remise obligatoire dont le taux est indiqué sur le tableau n° 2 annexé à l'arrêté 3.215 modifié par l'arrêté 779.

Par exemple : une factorerie de Palimé a reçu 1.000 yards de tissu facturé au départ Lomé à 18 frs. le yard, prix de vente au détail : les frais d'envoi à Palimé ont été de 100 francs (y compris la majoration de 15%). Le prix de vente licite au détail à Palimé sera de :

$$\frac{18.000 + 100}{1.000} = 18,10 \text{ le yard.}$$

Si le gérant de la factorerie vend en demi-gros à un revendeur, par exemple 200 yards, il devra lui établir une facture faisant apparaître la remise obligatoire (par exemple : 18% si le tissu en question comporte, d'après l'arrêté, une telle remise) sa facture devra donc être établie comme suit, étant entendu que la remise ne joue que sur le prix départ Lomé à l'exclusion des frais de transport et de manutention.

200 yards à 18,10	3.620 frs.
Remise 18% sur 200×18	648 frs.
Montant de la facture	2.972 frs.

Quant au revendeur il devra vendre au maximum à 18,10 le yard.

3° — l'arrêté local n° 285/AE du 31 mai 1944 que je viens de prendre pour préciser les conditions de circulation et mise en vente des divers produits d'importation.

Ce texte rappelle et précise les prescriptions des autres textes régissant la matière : il définit ce qu'il faut entendre par vente en gros, demi-gros ou détail.

L'origine du marché noir sur les articles d'importation est bien connue ; lorsque les maisons de commerce importatrices ont reçu l'autorisation de mettre en vente libre certaines quantités de marchandises, ces quantités, bien souvent, disparaissent instantanément et sauf quelques rares privilégiés, personne ne peut s'en procurer au prix de détail légal. Quelques jours ou quelques mois après, ces articles apparaissent sur les marchés, dans les gares et autres lieux publics entre les mains des revendeuses et aux prix du marché noir. Cette façon de procéder n'est devenue la règle que parce qu'elle a été tolérée par ceux qui étaient chargés de faire respecter la loi.

Je tiens absolument à ce que ces trafics prennent fin immédiatement : des agents seront envoyés pour contrôler la bonne exécution de mes prescriptions et je n'hésiterai pas à sanctionner sévèrement les défaillances.

L'arrêté ci-dessus visé vous permet de mettre fin à ces abus car il vous donne le droit de réprimer les façons de procéder frauduleuses : il vous suffira de questionner les revendeuses d'articles d'importation, de voir si elles ont payé patente et surtout si elles sont munies d'une facture du vendeur comportant mention de la remise du grossiste. Si ces conditions ne sont pas remplies, vous dressez procès-verbal contre le vendeur et l'acheteur.

L'article 6 précise les conditions de vente au détail : si donc des personnes sont surprises sortant d'une boutique avec des quantités supérieures à celles prescrites, vous êtes en droit de dresser procès-verbal. Le même article vous laisse d'ailleurs toute latitude pour faire allouer aux familles nombreuses ou aux gens méritants des quantités supérieures et il vous appartient d'user très largement de cette faculté.

En outre pour les produits essentiels (article 4) vous avez le droit d'exiger des boutiquiers qu'ils répartissent la vente des quantités reçues sur une période donnée, en principe un mois, ceci afin d'éviter que tout ne soit vendu en quelques jours et de faire en sorte que les boutiques soient toujours achalandées les jours de marché.

Je vous engage à lire attentivement ces textes et à en assurer la bonne exécution : il faut que l'action contre le marché noir soit menée de front partout. Si en effet la tolérance règne dans une Subdivision, la sévérité dans une autre, les marchandises de la seconde émigreront dans la première. Du jour où les boutiquiers seront placés dans l'obligation de faire aux détaillants les remises réglementaires, le marché noir cessera et chacun pourra, comme autrefois, se faire servir ce qu'il désire aux prix licites.

II — Personnes habilitées à constater les infractions.

L'arrêté général 3.109 F. du 30 août 1943 (J. O. Togo — page 507) vous renseigne à ce sujet : ce sont :

1° — les agents de la brigade mobile de contrôle des prix et stocks dont la liste nominative est donnée par décision 644 du 1^{er} septembre 1942 (J. O. Togo, page 570) et par les textes ultérieurs la complétant.

2° — les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique, donc en premier lieu les Commandants de Cercle et Chefs de Subdivision, sans avoir besoin d'être commissionnés à cet effet.

III — Procédure à suivre, sanctions.

La loi du 14 mars 1942 précise que les délits de hausse illicite ou assimilés relèvent des tribunaux français même s'ils ont été commis par des indigènes. C'est très certainement à cette clause que l'on doit de constater que cette loi n'a été mise en application qu'à Lomé : depuis 1942 peu de procès-verbaux pour hausse illicite ont été dressés ailleurs qu'à Lomé et pourtant le marché noir est partout.

Il est hors de doute que si les infractions à cette loi commises par des indigènes avaient relevé des tribunaux indigènes, le marché noir n'aurait jamais pris de telles proportions.

Il ne m'appartient pas de remédier à cet état de chose : je désire simplement vous expliquer la marche à suivre et engager les chefs d'Unités Administratives à ne plus hésiter à l'avenir à signaler les délits de hausse illicite.

En fait, la procédure est relativement simple :

1° — lorsqu'un agent habilité à le faire relève une infraction, il procède à l'interrogatoire des prévenus et en dresse procès-verbal : ce procès-verbal doit énumérer de façon précise les noms et qualités du verbalisateur, l'identité du prévenu, la date, le lieu et la matière des constatations, les textes réglementaires qui ont été violés, les saisies effectuées. Ils doivent être signés par le verbalisateur et l'interrogé ; si celui-ci est illettré, il appose l'empreinte du pouce gauche.

Voici un modèle de procès-verbal :

.....

*Procès-verbal de constatation de délit de
hausse illicite No...*

Le dix mai 1944 à 15 heures, nous
Chet de Subdivision de officier de
police judiciaire assisté de interprète
assermenté, rapportons qu'aux jours et heures portés
ci-dessus avons interrogé une femme qui vendait des
tissus sur le marché de à
heures et a déclaré être la nommée
âgée de née à
(Cercle de) fille de
et de célibataire, sujet français, illettrée,
de race et coutume se dit jamais con-
damnée.

Interrogée sur la provenance des tissus, la femme
a déclaré :

j'ai acheté ces tissus à Monsieur
boutiquier de la
à S. I. R. - Le nommé
m'a vendu yards de tissus à frs.
le yard. Il ne m'a pas donné de facture. J'ai une
patente de revendeuse d'articles d'importation; j'ai
payé comptant et n'ai pas eu de remise.

S.I.R. — Je n'ai pas affiché les prix car je ne savais
pas que c'était nécessaire.

Lecture faite persiste et ne sachant signer appose
son empreinte.

*Empreinte ou signature
du prévenu*

*Signature de l'agent
verbalisateur et de l'interprète.*

Nous déclarons alors à la sus-nommée que nous
lui dressons procès-verbal pour infraction à l'arrêté
no 2.398 du 13 juillet 1942 sur la publicité des prix
et à l'arrêté No 285/AE. du 31 Mai 1944 lequel préci-
se à son article 6 les quantités pouvant être achetées
sans facture et nous mentionnons que les 120 yards
de tissus sont gardés à la Subdivision en attendant
décision.

Puis, il convient d'interroger le boutiquier fautif
et de dresser également procès-verbal contre lui.

2° — La loi du 14 mars 1942 précise que le Gou-
verneur peut accorder au délinquant le bénéfice d'une
transaction pécuniaire sauf si celui-ci a déjà fait l'objet
d'un procès-verbal antérieur de hausse illicite.

A Lomé la quasi-totalité des infractions pouvant
l'être sont réglées par transaction, formule souple,
expéditive et qui évite toute incertitude sur le juge-
ment.

La transaction ne peut être accordée que par moi —
mais je ne ferai, en règle générale, que consacrer vos
propositions. Je vous engage donc à utiliser toutes
les fois que cela sera possible cette méthode, si le
délinquant l'accepte.

Il est bien entendu qu'une transaction accordée (et
que vous êtes tenu de communiquer au Parquet) cons-
tituant un premier terme dans la constitution des élé-
ments de récidive, il ne saurait être question d'accor-
der au même délinquant le bénéfice d'une deuxième
transaction.

A cette occasion la loi joue à plein et entraîne auto-
matiquement la peine de prison.

Les tarifs usuels de transaction sont ici :

500 à 2.000 frs. pour les délits de hausse illicite
sur les produits vivriers (maïs, gari, poissons, etc...).

2.000 à 3.000 frs. pour les infractions à la publicité
des prix.

3.000 à 50.000 frs. pour les délits sur les articles
d'importation d'après la gravité et le nombre d'infrac-
tions relevées dans le procès-verbal et la personnalité
du délinquant.

Vous êtes libres toutefois de modifier ces chiffres
en plus ou en moins selon les circonstances.

Si donc vous envisagez le règlement par transac-
tion, vous demandez à l'intéressé s'il accepte et dans
ce cas lui faites signer une formule de transaction du
modèle suivant :

Transaction

Je soussigné objet du procès-ver-
bal No en date du
du Chet de Subdivision de
reconnais avoir commis une infraction à l'arti-
cle de l'arrêté
et

Je demande le bénéfice de la transaction et accepte
celle-ci sous forme d'une amende de frs.
dont je m'engage à verser le montant à la caisse (du
Trésor à Lomé — de l'agent spécial en brousse).

Lecture faite, persiste et signe (ou appose son em-
preinte).

Avis favorable

Le Chef du Service du C. P. S.

Nous

Commissaire de la République au Togo, vu l'arti-
cle 13 de la loi du 14 mars 1942, accordons le bénéfice
de la transaction et en fixons le montant à 2.000 frs.
prononçons la main-levée de la saisie.

Lomé, le

Si vous craignez la fuite du délinquant, en attendant
ma décision, vous pouvez user de divers moyens de
contrainte notamment surveillance étroite, mise à la

disposition (c'est-à-dire obligation de résidence et de se présenter à intervalles fixes) et surtout, saisie des marchandises, fermeture de l'établissement.

3^e — Procès-verbal et le cas échéant, formule de transaction sont établis en 4 exemplaires : 1 pour vos archives et 3 à m'adresser sous le timbre Affaires Economiques.

Lorsque la transaction est accordée, ce qui vous sera télégraphié, vous devrez la notifier à l'intéressé et l'inviter à payer dans le mois qui suit la notification. Le paiement a lieu entre les mains de l'agent spécial qui délivre quittance; à Lomé le paiement est effectué à la diligence du Service du Contrôle des Prix et Stocks. Le paiement effectué, les marchandises saisies sont restituées ou leur valeur si, étant périssables, elles ont été vendues lors du procès-verbal. Si le paiement n'est pas effectué dans le mois vous devez m'en aviser pour que l'affaire soit portée en justice.

S'il n'y a pas de transaction, vous devez mentionner en bas du procès-verbal que l'intéressé n'a pas accepté de transiger ou qu'étant récidiviste, il n'a pas droit à cette mesure. Si c'est vous-même qui désirez le voir passer en jugement, vous devez me l'indiquer dans un rapport spécial en me transmettant le procès-verbal.

Dans ce cas le Parquet est saisi et l'affaire suit son cours, les sanctions étant les suivantes :

a) 2 mois à 2 ans de prison et amende de 200 frs. à 1.200.000 frs. pour toutes infractions sauf pour celles aux arrêtés relatifs à la publicité des prix; 1 à 6 mois de prison et 200 à 12.000 frs.

En cas de récidive dans le délai d'un an (et les affaires réglées par transaction constituent en premier terme de récidive) les peines peuvent être doublées.

b) vente au profit du Territoire des marchandises saisies.

c) éventuellement publicité du jugement, interdiction d'exercer la profession.

En outre, je peux, si vous le proposez, prononcer par arrêté la fermeture des magasins pendant un certain temps. Enfin, j'ai décidé d'expulser tout coupable de délit de hausse illicite étranger au Territoire.

*
* *
*

Les sanctions de la loi du 14 mars 1942 sont très sévères : elles le sont encore plus si l'infraction est commise par une Maison importatrice car dans ce cas celle-ci peut être éliminée de toute répartition de marchandises fournies par les Alliés. Il importe donc de ne mettre en cause que les véritables coupables et vos procès-verbaux ne devront être établis qu'avec la plus grande attention et en vous entourant de toutes les précautions nécessaires.

Lorsqu'un gérant de factorerie ou un boutiquier aura commis une infraction, vous devrez vous attacher à faire ressortir quel est le véritable responsable; si l'infraction provient de l'exécution d'ordres écrits donnés par le siège ou de fautes lourdes du chef d'entreprises (défaut d'ordres élémentaires par exemple), c'est l'agent de la maison intéressée qui devient responsable. Si par contre le boutiquier a agi de sa propre initiative, sa maison ne peut être mise en cause à l'exclusion du paiement des amendes et des frais.

Je compte sur vous pour que désormais, la lutte contre les trafiquants du marché noir soit menée avec toute l'énergie voulue.

Je vous demande, toutefois, au préalable, de faire toute la publicité nécessaire et de bien expliquer aux intéressés les risques courus.

Vous pouvez être assuré de mon appui total.

Lomé, le 31 Mai 1944.

Le Commissaire de la République au Togo p. i.

J. NOUTARY.